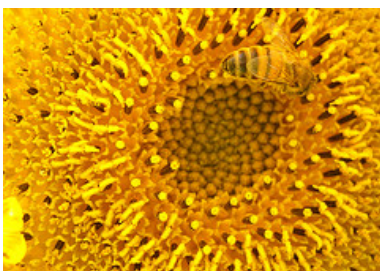


<http://lipietz.net/Le-developpement-soutenable-histoire-et-defis>

Conférence à l'ENSBA-Paris

# Le développement soutenable : histoire et défis

- Économiste, auteur - Écologie -



Publication date: mardi 1er juillet 1997

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**[1997f] " Le développement soutenable : histoire et défis ", Conférence à l'ENSBA-Paris, à paraître dans *Le journal du kiosque*.**

Ma préoccupation pour ce que l'on appelait alors " le cadre de vie ", et qui allait devenir ultérieurement " l'environnement ", est très ancienne. C'est une préoccupation professionnelle. Je suis ingénieur des ponts et chaussées, c'est-à-dire un fonctionnaire chargé de " l'aménagement ", une personne chargée de domestiquer un certain environnement spatial pour le mettre au service des humains.

Quand on parle d'écologie aujourd'hui, on a plutôt l'impression de parler de la façon de défendre les fleurs et les petits oiseaux contre les entreprises des humains ! Mais les choses sont plus compliquées que cela : un paysagiste est-il quelqu'un qui attaque ou qui dégrade la nature ? Un architecte est-il quelqu'un qui améliore ou qui dégrade le cadre de vie urbain ? La plus ancienne revue " écologiste " française, qui, à sa création, s'appelait la *Revue des voies et chemins* et qui aujourd'hui s'appelle *Environnement magazine*, vient de fêter ses cent cinquante ans : c'est une revue d'ingénieurs des travaux publics de l'État, c'est-à-dire, en fait, une revue professionnelle d'aménageurs, d'urbanistes.

Bref, l'écologie est une préoccupation très ancienne des politiques publiques ; elle ne s'occupe pas seulement de la défense d'une nature vierge contre une méchante humanité ! Qu'est-ce donc que l'écologie, ou plutôt quel est le rapport entre l'écologie comme science naturelle appliquée à l'espèce humaine, et ce qu'on appelle aujourd'hui " écologie politique " ? Et qu'en est-il de ce qui semble être à la fois un idéal de l'écologie scientifique et des politiques écologistes : le " développement soutenable " ? Ce sont les premières questions auxquelles nous allons tenter de répondre. Nous examinerons ensuite lapidairement " l'histoire " des développements insoutenables du genre humain, leurs crises et leurs issues, avant d'évoquer les grands défis du XXIème siècle, où l'écologie politique incarnera sans doute l'idée de progrès.

### DE L'ÉCOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE

*L'écologie scientifique* est la science du rapport triangulaire entre une *espèce* (et les individus de cette espèce), son *activité*, et *l'environnement* de cette activité. L'environnement étant à la fois le produit et la condition de cette activité et de la survie de l'espèce, le triangle est bouclé ! Typiquement, un problème classique d'écologie est un problème de chasse : combien faut-il de kilomètres carrés de terrain de chasse pour qu'y vivent une dizaine de renards ? Et quelle doit être la densité de lapins dans ces kilomètres carrés pour que puissent se reproduire les renards ? Évidemment, comme les renards vont manger les lapins, le nombre de lapins va diminuer, mais la population de renards, étant affamée, va à son tour diminuer, ce qui va provoquer la recrudescence de la population de lapins, etc.

Considérez maintenant les espèces *sociales*. Est dite sociale toute espèce dans laquelle il y a une division sociale du travail (fourmis, termites, castors etc.). Dès lors, l'espèce elle-même fait partie de l'environnement de chaque individu, et l'éthologie, c'est-à-dire le rapport des individus d'une même espèce entre eux, fait de façon décisive partie de l'écologie. Dans le cas de l'espèce humaine, l'éthologie s'appelle sociologie ou anthropologie.

Considérez de plus que cette espèce est *politique*, c'est-à-dire que cette espèce est non seulement programmée génétiquement pour vivre en hordes, en tribus, en bandes, etc., mais qu'en plus, cette horde, cette tribu, cette bande s'organise en *citée* : les individus de cette espèce définissent alors leurs comportements et leurs activités par une délibération. Ils jugent ensemble de ce qui est bien et de ce qui est mal. De ce fait, ils sont responsables de leur activité, des effets de cette activité sur le territoire, et donc de la façon dont ils garantissent la possibilité, de

génération en génération, de continuer à vivre sur le même territoire et selon les mêmes méthodes. Autrement dit, l'espèce humaine seule espèce sociale et politique donne lieu à une écologie particulière, dénommée *écologie politique*. L'écologie politique est la science de cette espèce particulière qu'est l'espèce humaine.

Vous m'objecterez peut-être que l'écologie politique est plutôt l'écologie de ceux qui transforment l'écologie en politique. C'est en fait quasiment la même chose. On disait, il y a vingt-cinq ans : " si tu ne t'occupes pas de la politique, la politique s'occupe de toi ". De la même façon : " si l'on ne s'occupe pas, en écologie, de politique, l'écologie politique du réel va s'occuper de nous ". Si la politique urbanistique, la politique de l'environnement, la politique agricole, la politique du travail, la politique internationale, ne se préoccupent pas des problèmes d'écologie c'est-à-dire des problèmes concernant le triple rapport entre l'espèce, son activité et son environnement alors ces politiques produiront des effets pervers, des effets qui rendront *insoutenable*, à terme, leur perpétuation. Et ces politiques *insoutenables* compromettront même, à terme, la survie de l'espèce. On s'aperçoit ici que l'un des objectifs possibles de toute politique est la question du développement soutenable. En fait, les humains ne sont pas obligés de vouloir un développement soutenable : le choix du Bien et du Mal leur est toujours offert, comme le remarquait déjà Sophocle. Mais faire le choix de la vie et de la survie des humains, c'est faire un choix de développement soutenable.

Que veut donc dire exactement cet adjectif, " soutenable " ? " Soutenable " a une double dimension : en synchronie (pour qu'un modèle de développement soit soutenable, il faut qu'il soit agréable à tout le monde, qu'il permette à chacun de satisfaire ses besoins), et dans le temps (il faut que ce modèle de développement puisse durer). Par exemple, les pays développés ont connu après 1945 un modèle dans lequel le pouvoir d'achat augmentait rapidement, au même rythme que la productivité (ce qui assurait le plein emploi, et la croissance du " bonheur matériel brut " par personne). Mais c'était un modèle insoutenable. Si l'on avait continué ainsi, si l'on avait étendu ce modèle de développement à l'ensemble de l'humanité, on aurait épuisé toutes les réserves terrestres et, par exemple, la saturation de l'atmosphère en gaz carbonique aurait été très rapide.

La définition du modèle de développement soutenable, désormais adoptée par toutes les instances de l'ONU, est la suivante : " un modèle de développement qui permet de satisfaire tous les besoins d'une génération sans compromettre la possibilité, pour les générations suivantes, de satisfaire les leurs ". Évidemment, l'expression " satisfaire les besoins de tous les humains " est extrêmement ambiguë, car riches et pauvres ne revendiquent pas la satisfaction des mêmes besoins. Or le monde actuel est déchiré par d'effroyables inégalités entre les humains. Aussi, la définition propose-t-elle une relation d'ordre : " satisfaire les besoins de tous les individus ? à commencer par les besoins des plus démunis ". Et l'anglais est encore plus explicite : il dit " *the poorest* ", les plus pauvres. Ce critère est le critère de justice minimale. Ce n'est pas forcément le mien. Mais c'est celui qu'a soutenu John Rawls, dans sa *Théorie de la justice*. Le problème primordial ne serait pas de savoir s'il y a des inégalités : certaines des inégalités sont acceptables, à condition qu'elles permettent d'améliorer la situation des plus défavorisés. Autrement dit, ce qui compte pour comparer deux situations, c'est de comparer le niveau de ceux qui en profitent le moins. Cette définition a fait l'unanimité de l'ONU, puisque, évidemment, même les plus riches pouvaient s'en satisfaire.

Telle est donc la définition officielle du développement soutenable, telle qu'elle s'est incorporée aux corpus des droits de l'être humain, dans les grandes conférences internationales qui ont scandé la dernière décennie du second millénaire après Jésus-Christ : Rio, Copenhague, Le Caire, Beijing ? On vient de le voir : cette définition est un compromis minimal, extrêmement formaliste et abstrait, qui représente un pas en arrière par rapport à la densité de ce que les pionniers des années 1970 appelaient " éco-développement ".

L'idée primitive d'éco-développement partait du constat que le modèle de développement des années 1970 consommait trop de matières premières et produisait trop de déchets. La première grande Conférence des Nations Unies sur l'Environnement, à Stockholm, en 1972 prônait un éco-développement où les communautés locales devaient veiller à ne pas commettre ces deux erreurs. Le terme d'éco-développement comportait donc d'emblée une connotation fortement critique de la dynamique du libéralisme économique. Mais cette première conférence n'avait

aucunement l'ambition d'édicter des obligations. Puis est venue la deuxième grande conférence, celle de Rio en 1992, précédée longtemps à l'avance par une série de réunions préparatoires. Il s'agissait, cette fois, de prendre des décisions fermes. L'une des réunions préparatoire fut la Commission des Nations Unis pour l'Environnement, présidée par Madame Brundtland, Premier ministre (sociale-démocrate) de Norvège. Celle-ci s'est heurtée immédiatement à l'opposition des États-Unis, qui refusaient que l'on parlât d'éco-développement. On avait le droit de dire qu'il fallait satisfaire les besoins de la génération présente sans compromettre ceux de la génération future, et d'appeler cette exigence " soutenabilité ". Mais le terme d'éco-développement était tabou, dans la mesure où il avait pour connotation la fin du libre-échange sauvage, l'interdiction de l'exploitation d'un territoire par un autre, etc. En somme, le " développement soutenable " est l'euphémisme politiquement correct de " l'éco-développement ".

Hommage du vice à la vertu, comme l'hypocrisie, l'euphémisation permet de poser le problème de la " soutenabilité " sans trop s'engager dans la voie des solutions (l'éco-développement). C'est que, comme je l'ai fait remarquer, nul n'est obligé de vouloir un développement soutenable. De fait, nombre de pays sont gouvernés par des élites qui préfèrent un développement insoutenable : insoutenable pour leur propre peuple, insoutenable pour les autres peuples, ou insoutenable pour les générations futures. La Malaisie est par exemple un pays qui se développe en massacrant ses peuples indigènes et en détruisant ses forêts, et qui, de surcroît, revendique le droit de le faire pour encore cent cinquante ans, en prenant pour précédent les agissements des États-Unis et de l'Europe. Vouloir un développement soutenable n'est pas une " règle d'intérêt bien compris ", c'est un *impératif catégorique* qui est en train de s'affirmer, dans le processus des débats publics internationaux, mais qui n'est pas encore admis avec la force (toute relative ?) du " Tu ne tueras point ".

De ce fait, on peut en effet donner une définition purement politique ou idéologique des défenseurs de l'écologie politique : ceux qui, en politique, veulent promouvoir un développement soutenable. C'est une définition duale de la définition de départ : nous sommes partis de la question de savoir ce qu'est l'écologie pour n'importe quelle espèce, et nous avons vu pourquoi une espèce sociale et politique doit vouloir un développement soutenable si elle raisonne bien, du point de vue de son intérêt à long terme en tant qu'espèce. Au sein du champ politique, les écologistes politiques sont ceux qui se battent pour obtenir ce développement soutenable. Ils se battent au nom d'une certaine conception de l'intérêt général de l'humanité, contre des forces politiques et sociales qui ne le prend pas en compte. Pourquoi les élites de la Malaisie ont-elles pu, à la Conférence de Rio, se déclarer résolument contre les impératifs du développement soutenable ? Pour les mêmes raisons qui faisaient dire à la noblesse française de l'Ancien Régime et à Louis XV : " Après nous, le déluge ! ". Georges Bush, allié de fait à la Malaisie pour diminuer la portée de la Conférence de Rio, déclarait : " Notre modèle de développement n'est pas négociable ".

Et en effet, si la société des hommes reste à l'avenir aussi inégalitaire qu'aujourd'hui, tous les individus n'ont pas besoin de vouloir le développement soutenable ? à condition d'être du bon côté ; et la génération d'aujourd'hui n'a pas besoin que toutes les générations suivantes satisfassent leurs besoins. Mais la majorité des humains, de génération en génération, aspire à un développement soutenable. Ces conflits existent parce que, dans une espèce sociale et politique, se développent des *rappports sociaux* : des rapports entre les sexes, des rapports entre les classes sociales, entre les communautés. Certains de ces rapports sociaux sont contradictoires : les intérêts des uns ne sont pas les intérêts des autres. Et, même si l'on peut considérer que tous les groupements humains ont intérêt à s'entendre, l'horizon de la vie individuelle étant limité, une fois de plus un individu peut conclure " après moi, le déluge ". Par conséquent, les rapports sociaux, qui modèlent la façon dont une espèce organise son activité et qui déterminent comment cette espèce, ainsi organisée, s'approprie son environnement (qui est lui-même le produit d'un travail passé) ces rapports sociaux informent donc structurellement l'écologie humaine. Autrement dit, les problèmes écologiques dépendent des rapports sociaux. Les crises écologiques d'une époque sont les crises des rapports sociaux de cette époque.

### POUR UNE HISTOIRE DES CRISES ÉCOLOGIQUES

Prenez la société d'avant la révolution néolithique. La néolithisation est le processus par lequel, il y a douze mille

ans, les êtres humains ont appris à planter, élever des animaux, écrire, et fabriquer des cités. Les sociétés pré-néolithiques sont déjà des sociétés mais des sociétés qui chassent et qui cueillent. Autrement dit, les humains y considèrent l'environnement comme un extérieur qui contient la nourriture potentielle, et ils doivent se battre pour prélever sur cet environnement naturel de quoi manger et se couvrir. Donc ils ne sont pas très loin de la situation des renards par rapport aux lapins. Leur écologie obéit à la même loi " prédateur-proie " : c'est une écologie qui dépend de la *capacité de charge* du territoire considéré, c'est-à-dire de la quantité d'êtres humains que peut nourrir un territoire, pour des techniques de chasse et de cueillette données. S'ils prélèvent trop, la *capacité de charge* du territoire baisse, et soit ils sont contraints de migrer, soit ils sont décimés par la faim. L'amélioration des techniques de chasse permet de se rapprocher du plafond de charge de l'humanité sur un territoire, mais au risque de le dépasser, car elle n'augmente pas la quantité de gibier sur ce territoire. D'où la nécessité pour ces peuples d'être nomades.

L'exemple de la société pré-néolithique montre d'une façon très simple le type de crise écologique correspondant à une certaine organisation sociale. Dans une société pré-néolithique, la famine est due au fait qu'il n'y a plus assez de gibier à tuer ou de fruits à cueillir, et la migration à la recherche d'autres territoires est une solution. Comme toute organisation humaine structurée en rapports sociaux, cette écologie politique très spéciale se régule par des *crises*, la crise étant une situation dans laquelle il n'est plus possible de poursuivre comme avant, mais dans laquelle on ne sait pas encore ce que l'on va faire. Ce que résume une belle formule de Gramsci, " l'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour ". Toute organisation se régule soit par de *petites crises* (l'ancien se meurt, mais l'on sait à peu près ce que sera le nouveau, la façon de sortir de la crise est connue ; en l'occurrence, il suffit de migrer), soit par de *grandes crises* : le nouveau est totalement insoupçonnable. Les grandes crises sont les plus dévastatrices, mais aussi les plus intéressantes, puisqu'elles ne se résorbent qu'au moyen d'une *invention*.

C'est à la suite d'une série de crises de plus en plus grandes que s'est opéré le passage au néolithique. *Cultiver* des plantes et *élever* des animaux domestiques les deux mamelles du néolithique cela consiste à passer de l'idée qu'il suffit de " prélever sur l'environnement ", à l'idée qu'il faut " améliorer l'environnement ", de façon à ce que, dans l'avenir, il soit plus productif. Améliorer les bêtes pour qu'elles produisent plus de lait, et qu'elles fassent leurs petits au sein du troupeau. Améliorer les plantes pour qu'elles soient plus grasses. C'est donc la capacité de charge du territoire lui-même qui se trouve renforcée.

De surcroît, cette révolution va renforcer la capacité des sociétés humaines à se différencier, et permettre l'avènement de la  *cité* , l'apparition de sous-ensembles des communautés humaines où des gens s'adonneront à des activités autres que la culture de la terre : compter, commander, faire des sacrifices, etc. Cette différenciation sociale est distincte de la différenciation pré-néolithique (dans laquelle le chef était celui qui s'avérait le meilleur à la chasse). Certaines classes, dispensées de l'activité de production, peuvent vivre du produit du travail des autres, en échange de services souvent réels (l'État apparaît parce qu'il rend des services à la société : répartir l'eau, établir des cadastres ?) mais qui confèrent à ces classes un droit le plus souvent abusif sur le produit de la communauté. Dès lors, un deuxième type de problèmes écologiques se développe, qui ne dépend plus seulement de la capacité de charge d'un territoire (laquelle a pu augmenter grâce aux nouvelles techniques), mais qui dérive du prélèvement croissant, opéré sur cette capacité, par des gens qui ne produisent pas.

Les crises écologiques deviennent alors plus complexes. Typique est " la Grande Fluctuation Bi séculaire ", qui se déclenche autour de 1340, pour deux siècles, en Europe. Cette crise éclate à l'arrivée de la Grande Peste, précisément au moment où l'Europe est parvenue à la complète saturation de sa capacité de charge, compte tenu des techniques agraires disponibles, et compte tenu du prélèvement par les non-travailleurs, en l'occurrence, des seigneurs qui emploient leur temps à faire la guerre. Cette Grande Peste va frapper une paysannerie très affaiblie par les limites physiques de ses finages, et soumise à de lourds versements aux seigneurs. En quelques années, l'Europe perd plus de la moitié de sa population, et il lui faudra deux siècles pour revenir au niveau de population de 1340. C'est un exemple de crise économique-écologico-socio-démographique. Pour des rapports de production donnés (le féodalisme, avec ses rentes en nature ou en travail), pour des techniques connues (l'araire, l'écobuage),

la capacité de charge des finages européens était dépassée, de sorte que l'espèce humaine, extrêmement affaiblie, s'est effondrée sous l'effet des agressions d'une autre espèce (le microbe de la peste). Mourir est d'ailleurs une forme atroce de réaction à la crise : la population a diminué, au point que la peste n'a plus pu se diffuser, et que la capacité de charge de la terre d'Europe est redevenue suffisante.

Cette grande crise a profondément modifié les techniques de production et les rapports sociaux. L'assolement triennal, l'association polyculture-élevage (les déchets du bétail servant d'engrais au blé), autant de progrès considérables, qui ont pris la forme d'un travail dépensé pour améliorer la Terre elle-même. Une part de l'activité servant à " bonifier " l'environnement, le rapport travail/environnement est devenu plus " soutenable ". Mais le développement de ces techniques, qui constituent une sorte de révolution néolithique au second degré (du travail est dépensé pour bonifier la terre), suppose que les paysans soient certains que le travail qu'ils fournissent leur reviendra sous une autre forme : celle d'une plus grande quantité de produits, qu'ils consommeront ou vendront. Ce qui implique de limiter le prélèvement des seigneurs. De fait, la révolution de la Renaissance implique le passage de la rente en nature ou en travail à la rente en argent, le passage du métayage au fermage. C'est ce phénomène qui enclenche le processus de progrès continué jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle : la " révolution agricole " des Temps Modernes.

Mais je ne vous ai présenté que le bon côté des choses : la face de cette révolution qui s'est exercée contre les seigneurs, contre les prédateurs. On oublie souvent qu'elle s'est aussi exercée contre les paysans eux-mêmes. Car la paysannerie de l'époque féodale travaillait deux types de terres : les terres du seigneur, et celles de la communauté villageoise (les *communaux*). Or il est clair que des paysans qui acceptent de bonifier la terre exigent que, quelques années plus tard, ce soit bien eux qui cultivent cette terre. Pour cela, il faut en finir avec l'idée des biens " communaux ". Les fermiers qui font la révolution agricole des Temps Modernes sont des gens qui se battent pour abolir, " enclore " les biens communaux. Évidemment, ce sont les plus riches, ceux qui ont les moyens de bonifier la terre, qui vont enclore à leur profit les biens communaux. Les autres, quant à eux, pourront dans un premier temps aller travailler chez les paysans riches : c'est la formation du " prolétariat agricole ". Mais plus se développe la productivité du travail agricole, moins les fermiers ont besoin d'ouvriers agricoles pour travailler leurs terres. On voit alors se développer non seulement un prolétariat agricole, mais aussi un prolétariat urbain. Des commerçants et artisans commencent à embaucher des " prolétaires ", qui n'ont rien d'autre à vendre que leurs bras : ils n'ont ni terre, ni métier à tisser, mais ils sont disponibles. La façon dont a été résolue la grande fluctuation biséculaire, cette grande crise écologique, a ouvert un nouveau destin à l'Europe, celui de la *révolution capitaliste* dans l'agriculture puis dans l'industrie (les industries du textile et de la construction, dans un premier temps).

Le capitalisme est constitué de rapports sociaux compliqués. Les entrepreneurs ont de l'argent, grâce auquel ils peuvent embaucher les prolétaires. Ainsi, ils échangent de l'argent contre du travail, et par ailleurs, se chargent de la vente des produits. L'entrepreneur assure la médiation entre le producteur et les clients. Il assume le risque de vendre ou de ne pas vendre, mais exige en contrepartie le droit de fixer le salaire et d'organiser le travail. Le capitalisme est dès lors susceptible d'évolutions encore plus rapides et spectaculaires que le féodalisme. Le féodalisme, on vient de le voir, a traversé plusieurs étapes : la rente en corvées, la rente en nature, la rente en argent. Mais, en deux siècles, le capitalisme connaît des modèles de développement encore plus nombreux et plus variés, selon les pays et les époques.

Dans un premier temps, la situation est toujours la même : les riches voient affluer des gens totalement démunis qui se mettent à leur service. Première étape d'accumulation primitive, où de gros marchands ou de gros artisans peuvent surexploiter, sans vergogne, les prolétaires salariés. Comme il y a une offre de travail que les économistes du Tiers-Monde appellent " lewissienne " (en l'honneur du théoricien Arthur Lewis), c'est-à-dire une offre de bras qui semble infinie, le salaire contre lequel s'achète la force de travail peut être dérisoire. Le premier type de crise écologique que rencontre l'espèce humaine régie par le capitalisme primitif vient du fait que le salaire ne permet pas à la plupart des salariés de se reproduire correctement. D'ailleurs, les premiers à dénoncer le capitalisme ne sont même pas les ouvriers (qui n'en peuvent mais !) mais, en Angleterre, les sergents recruteurs. Ils signalent que, dans tel ou tel canton, la pression des entreprises sur le marché du travail pour reprendre l'image de la capacité de charge

des chasseurs sur les hordes animales est telle que, à dix-sept ou dix-huit ans, les garçons sont incapables de porter les armes. Le capitalisme compromet donc la possibilité de recruter une armée anglaise efficace ! Assez vite, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les sergents recruteurs sont rejoints par les médecins qui réclament la fin de la surexploitation, notamment des enfants dans les mines de charbon, et la reconstitution des liens familiaux. D'une certaine façon, ces médecins philanthropes, ou "hygiénistes", appuyés par les premiers militants du mouvement ouvrier, sont les écologistes de la première révolution industrielle. Il y a là un point très intéressant, que je retrouve aujourd'hui dans le Tiers Monde : très souvent, quand on me présente comme "écologiste" le maire d'une ville, au Mexique, au Pérou, au Brésil, il est médecin, et son conseil municipal est principalement composé de syndicalistes.

Ainsi, lorsque le capitalisme devient la façon dominante de produire, il se heurte à une crise très spécifique : il a omis de se doter de règles qui obligent l'entrepreneur à payer au moins assez bien son salarié pour qu'il puisse se reproduire, lui ou elle, avec sa famille. Et face à cette crise, la Société invente. On commence par limiter le droit au travail des enfants, de façon à ce que les entrepreneurs soient obligés de payer correctement les parents jusqu'à ce que les enfants aient fini leur croissance. C'est le combat des plus éclairés des capitalistes, ceux qui recherchent la soutenabilité du capitalisme, et des plus éclairés des syndicalistes, ceux qui recherchent la soutenabilité du salariat.

Au fil des luttes, cette évolution conduira, après la Seconde Guerre Mondiale, à un modèle de développement, que l'on appelle "fordisme". Cette société est un cas extraordinaire dans lequel, suite aux luttes des syndicats, suite à la réflexion des plus intelligents des capitalistes, industriels ou banquiers (Ford, Keynes), on a fini par comprendre que, dans la logique du capitalisme, le but principal étant de vendre des marchandises, il faut créer le plus grand nombre possible de clients. Or, selon le mot d'Henri Ford, *"la classe laborieuse étant la classe la plus nombreuse, il faut qu'elle devienne une classe aisée pour permettre l'écoulement de notre production de masse"*. L'idée de Ford, largement partagée bien sûr par les syndicats, était qu'il fallait augmenter les salaires des ouvriers. Et c'est l'augmentation systématique du pouvoir d'achat des salariés qui provoqua le développement de l'Après-guerre.

### LES CRISES ÉCOLOGIQUES DE NOTRE TEMPS

Pour cela, il avait fallu une nouvelle grande crise. Grâce à l'alliance des hygiénistes et des syndicalistes, la soutenabilité physique du salariat s'était imposée, avec l'interdiction du travail des enfants et plus généralement la limitation du temps de travail, et la lutte contre l'insalubrité des taudis (les deux grands axes de lutte des années 1840-1920 en Europe). L'enjeu des années 1930-1950 fut de la garantie de pouvoir, non seulement survivre, mais "bien vivre", le "bien vivre" étant réduit à "consommer beaucoup". Ce "bien vivre" est peut-être un "mal vivre" : il impliqua une destruction des communautés populaires que vantait le cinéma "réaliste poétique", la destruction de toute une culture ouvrière où l'on ne vivait "pas si mal". Mais grâce aux "conquêtes sociales" de l'après-guerre, le temps des guinguettes est remplacé par le temps de la télévision. L'habitude est prise de mesurer le bonheur de vivre à la croissance du pouvoir d'achat. Cette nouvelle révolution permet de résoudre l'un des problèmes fondamentaux du capitalisme, celui du client, puisque désormais la production capitaliste est vendue principalement aux salariés eux-mêmes.

Mais cette révolution débouche sur de nouveaux types de crises écologiques : les crises de la *surconsommation*, dont les symboles sont l'embouteillage et la destruction de l'environnement. Ce discours de "l'environnement", qui sera brandi par d'autres que les syndicalistes, est un discours nouveau. Au début du capitalisme, médecins hygiénistes et syndicalistes faisaient naturellement alliance. Dès lors que le minimum est obtenu (interdiction du travail des enfants, éradication des taudis) et que l'arbitrage se fait de plus en plus clairement entre "travailler moins" et "gagner plus", "prendre moins de risques" et "toucher une prime de risque", etc, on voit se dissocier, d'une part, le médecin, l'hygiéniste, l'écologiste, et d'autre part, un certain type de syndicalisme. Un syndicalisme "de la feuille de paye", prêt à accepter une régression sur la qualité de la vie, en échange du pouvoir d'achat. C'est la raison pour laquelle, autour de 1970, qui marque le paroxysme de l'époque fordienne, se développe une écologie politique, non seulement indépendante du mouvement ouvrier, mais même, souvent, contre lui. Aux États-Unis, en Allemagne, en France, en Italie, une différence majeure se développe entre ceux qui luttent pour un meilleur salaire,

et ceux qui luttent pour un meilleur travail, entre ceux qui veulent plus de primes et ceux qui veulent moins de pénibilité, entre ceux qui revendiquent " l'emploi, à n'importe quel prix " et ceux qui refusent une usine polluante.

Cette divergence est des plus intéressantes, parce qu'elle permet, contrairement aux combats communs des hygiénistes et des syndicalistes, de distinguer les deux aspects de la " soutenabilité ". On commence à prendre conscience du fait qu'une société qui satisfait immédiatement et équitablement les besoins essentiels peut être dangereuse, parce qu'elle empoisonne les nappes phréatiques, parce qu'elle rend ingérable la croissance urbaine, parce qu'elle peut rendre impossible la vie de précieuses espèces dans quelques générations, parce qu'elle aggrave le sort des humains à des milliers de kilomètres. Ces crises écologiques de surconsommation ont des effets d'abord locaux (les embouteillages, la contamination de l'air, le bruit, etc), contre lesquels déjà l'écologie politique comme mouvement social se mobilise dès les années 1960. Puis, dans les années 1980, on prend conscience des crises " globales " : érosion de la couche d'ozone, dérive de l'effet de serre. Dans ces crises *globales*, les " responsables " d'un développement insoutenable peuvent vivre dans une société (en Europe, aux États-Unis à la fin du XX<sup>e</sup> siècle), alors que les " victimes vivent dans une autre (au Bangladesh, au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle).

Cette prise de conscience nous amène d'ailleurs à relativiser les succès même de " l'économie sociale de marché " promise dans l'Europe d'Après-Guerre par la Démocratie Chrétienne et par la Sociale-Démocratie. Ce modèle de développement, variante européenne du fordisme, était un " bon " compromis capital-travail, en dépit de toutes les critiques qui pouvaient lui être adressées en son zénith. Il méritait seulement d'être " amélioré ", pensait-on. Or on s'aperçoit aujourd'hui qu'il était strictement intenable. Par exemple, la destruction de la couche d'ozone a lieu aujourd'hui, alors que depuis plusieurs années il est interdit de dégager des chloro-fluoro-carbures dans l'atmosphère ; c'est que ces molécules de gaz chlorées ont été émises, dans l'hémisphère nord essentiellement, vingt ans auparavant. Quant aux gaz à effet de serre, dont le principal est le gaz carbonique, ils peuvent rester cent cinquante ans dans l'atmosphère, en moyenne. Tout le gaz carbonique émis depuis la révolution industrielle est encore là. Le gaz émis entre 1945 et 1975 sera dans l'atmosphère jusqu'en l'an 2100. Or, ce qui compte n'est pas le flux, mais le stock de gaz carbonique dans l'atmosphère. Le doublement de la concentration du gaz carbonique provoque l'augmentation de deux degrés et demi de la température moyenne sur la planète, et une montée du niveau des mers de 30 à 60 cm. Au rythme actuel, ces deux changements rendraient la vie impossible au Bangladesh vers 2050. Sachant que le Bangladesh comptera alors deux cents millions d'habitants, on peut déjà imaginer l'ampleur d'une évacuation des Bengalis vers l'Inde. Sans parler de ce que serait l'évacuation des Égyptiens et des Maghrébins vers l'Europe, après l'inondation du delta du Nil, et la disparition de sa bande agricole nord-africaine.

Voilà donc les problèmes écologiques causés par les " conquêtes ", sociales et économiques, des années 1950-1970. Aujourd'hui, le compromis de ces années-là est en crise et, dans le monde entier, certaines élites cherchent à ramener le salariat vers la situation qui était la sienne dans les années 1930, voire, vers la situation du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est ce que l'on appelle la " société en sablier ". De ce fait, tous les types de crises écologiques qui se sont succédé depuis les débuts du capitalisme sont réactivés : on additionne les crises écologiques globales (on continue à produire, et même de plus en plus, de gaz à effet de serre), les crises écologiques locales de surconsommation (car les couches sociales supérieures, au Brésil comme en Europe, consomment de plus en plus), les accidents du travail du début du XX<sup>e</sup> siècle, et même les crises du capitalisme primitif. On voit réapparaître la faim (en Angleterre, l'espérance de vie du tiers le plus précaire de la population commence à diminuer), on voit réapparaître les maladies liées à l'insalubrité (comme, à Paris, le saturnisme) ?

Va-t-on, dès lors, vers une nouvelle convergence de l'écologie politique et des mouvements de défense du salarial et, plus généralement, des " pauvres " ? C'est fort probable. Mais il reste encore beaucoup à penser sur cette scission qui s'est produite entre le mouvement ouvrier et le mouvement écologique, après que le mouvement ouvrier eut obtenu, au long du XX<sup>e</sup> siècle, un minimum de lois permettant aux salariés de vivre, et même, de profiter du progrès. C'est à ce moment-là que s'est rigidifiée une certaine conception du " progressisme ", représenté par le communisme et la social-démocratie, et que s'est autonomisée l'écologie politique.



### L'ÉCOLOGIE POLITIQUE, " PROGRESSISME " DU XXI<sup>è</sup> SIÈCLE ?

Parce qu'ils ont la même origine (la résistance aux excès du capitalisme), l'écologie politique et le socialisme, comme mouvements sociaux, au départ se ressemblent. Premièrement, ils tiennent tous deux des discours matérialistes : " Voilà l'état des forces productives, voilà l'état des rapports entre les humains dans la production, telles sont les données à partir desquelles il s'agit de réfléchir ". Ce sont plus précisément des matérialismes historiques : les marxistes, ces théoriciens les plus sophistiqués du mouvement ouvrier, font une *histoire des modes de production*, comparable à la fresque que je viens d'esquisser en ce qui concerne l'histoire des relations entre l'humanité et son environnement. Deuxièmement, les discours écologiste et marxiste sont " historicistes " : " si l'on est capable de dire aujourd'hui telle ou telle chose, c'est parce que l'on en est arrivé à un certain point de l'Histoire ". L'historicisme est cette tendance excessive à croire, comme le dit Hegel, que " la chouette de la raison ne prend son envol qu'à la tombée de la nuit ". Ce n'est qu'une fois que tout est terminé, quand il est déjà trop tard, que l'on comprend ce qui vient de se passer. Le mouvement ouvrier et l'écologie se rejoignent donc dans leurs intonations alarmistes et catastrophistes. Mais troisièmement (et cela compense leur historicisme), ces deux discours sont dialectiques : ils réfléchissent en termes de *tensions* dans un système, et non en termes de places dans un système. Ce sont les tensions sociales résultant de l'exploitation des prolétaires qui déclenchent des mouvements sociaux grâce auxquels sont mis en place des modes de régulation imposant au capitalisme de laisser vivre les salariés. De la même façon, ce sont les tensions que suscite l'irrespect capitaliste pour l'environnement qui déclenchent des mouvements écologiste imposant des mesures de protection. Quatrièmement, tous deux sont des " progressismes " : ils opposent un progrès de la solidarité et de la soutenabilité à ceux qui disent " après moi, le déluge ".

Arrêtons-nous sur ce dernier point. On entend dire parfois que " l'écologie est une affaire de riches ". Cette phrase a, par exemple, été prononcée pendant la Conférence de Rio. L'écologie serait un luxe que l'on peut s'accorder une fois que l'on a satisfait " tout le reste ". Or, le problème est que " tout le reste " (c'est-à-dire : les besoins immédiats) relève déjà de préoccupations écologiques, sauf qu'on les désigne par d'autres noms. Au Sahel, ou dans le Nord-Est brésilien, on ne saurait faire de différence entre " environnement " et " développement ". Car pour un paysan très pauvre, améliorer son environnement, c'est précisément se développer. Et c'est encore vrai dans un bidonville : installer des égouts, l'eau potable, est-ce de l'écologie urbaine ou du " développement social " ? En réalité, les mêmes Organisations Non Gouvernementales se sont retrouvées aux Conférences de Rio (sur l'environnement) et de Copenhague (sur le développement social). Mais, dans les pays déjà assez riches, une grande partie des classes moyennes s'opposera à l'écologie, la considérant comme une menace pour le progrès de son bien-être, parce que le respect de l'environnement semble limiter son pouvoir d'achat ! En fait, l'écologie séduit aujourd'hui les très pauvres et les très riches, elle irrite les classes moyennes (y compris salariées) des pays moyens. Nous venons de le voir, l'écologie et les mouvements socialistes du XX<sup>è</sup> siècle ont pu divorcer quand sont apparues, au sein du capitalisme, des possibilités de compromis capital-travail qui ne sont pas soutenables. Mais les différences sont plus profondes.

La première différence est que le matérialisme écologique n'est plus téléologique, alors que les principaux théoriciens du socialisme, les marxistes, partaient du principe que le développement des forces productives fonde tous les progrès sociaux et même moraux. C'est parce que l'on sait de mieux en mieux s'approprier la nature que l'on pourra vivre de mieux en mieux. A quoi les écologistes modérés répondent " cela dépend ", et les écologistes extrémistes rétorquent " au contraire, le développement des forces productives ne fait qu'aggraver la situation ". Je suis, pour ma part, un écologiste modéré. Les écologistes ne partagent pas cette vision de l'histoire dans laquelle le développement des forces productives, ou, en d'autres termes, la capacité d'agir sur la nature, déterminerait directement le progrès. Il peut y avoir des bifurcations ou des retours en arrière, des progrès sur certains plans et des régressions sur d'autres, ou des progrès à certaines époques qui provoquent des régressions à d'autres époques.

La seconde différence porte sur l'historicisme. Nous ne pouvons plus croire qu'il existe un moment où s'envole la chouette de Minerve. Il n'y a pas de moment décisif, fût-il ultime, où le passé et le futur s'éclaireraient. On sait à présent que la définition même de " la bonne vie ", ce qui permet de bien vivre, est l'objet d'une lutte permanente qui

sans doute ne sera jamais résolue, non pas seulement parce qu'il y aura toujours des opprimés et des oppresseurs, mais parce que les questions sont complexes et souvent indécidables. Par exemple, les rapports hommes-femmes étaient considérés comme naturels, et en conséquence, en dehors du champ de la délibération politique. Les Grecs délibéraient entre hommes et ne songeaient même pas à la possibilité d'accorder le droit de vote aux femmes. Pourquoi les femmes ont-elles obtenu le droit de vote bien après que les salariés eurent obtenu la reconnaissance de la liberté syndicale ? L'ordre dans lequel les mouvements sociaux arrivent à faire valoir leurs aspirations est quelque chose d'extrêmement chaotique et imprévisible !

De plus, rien ne dit qu'un jour l'humanité arrivera à une situation de totale transparence à elle-même, où chacun saura ce qu'il veut et où il sera possible de trouver une solution acceptable par la communauté. On peut même démontrer qu'il n'y aura jamais de procédure pour mettre en accord des individus, même raisonnables. Et la psychanalyse nous rappelle qu'un individu purement raisonnable ne saurait exister. Ainsi : transformer un hallier en jardin, est-ce bien ou mal ? On n'en sait rien : tout dépend des goûts, de la quantité de halliers, de jungles ou de jardins autour de soi, etc. L'esthétique n'est pas objet de démocratie. Vous voyez qu'il n'y aura jamais un moment où l'histoire se récapitule !

Nous savons que toute définition du " progrès " entraîne l'exigence de soutenabilité, c'est-à-dire que l'impératif " tu ne tueras point " devient à présent " tu ne commettras aucune action risquant d'entraîner la mort d'un individu, ni dans plusieurs générations, ni à l'autre bout du monde ". Mais si, de plus, on exige de toi de " ne pas faire à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on te fit " formulation kantienne qui laïcise l'impératif du christianisme cela conduit à une question fort complexe. Car qu'est-ce que les habitants du Bangladesh, dans deux générations, voudront bien que je ne leur aie pas fait aujourd'hui ? Si la définition du progrès au siècle des Lumières était bien une laïcisation du judéo-christianisme, reportez-vous à l'image que le prophète Isaïe donnait du Paradis : " les vallées seront comblées et les montagnes seront arasées ". Un écologiste défendant sa vallée des Pyrénées n'accepterait sans doute pas cette phrase comme définition du Paradis !

Ainsi, nous ne savons même plus ce qui sera considéré comme " mieux " par les générations futures. Il faut dès lors définir démocratiquement, c'est-à-dire par la libre délibération, le contenu évolutif du progrès. Sommes-nous totalement désorientés ? Non, parce qu'un certain nombre de valeurs nous semblent acquises, soit par le principe de discussion, à la façon de Habermas, soit par le respect qui nous saisit dès que s'offre à nous le visage d'autrui, à la façon de Lévinas. Ces valeurs, quelles sont-elles ? La valeur d'autonomie : parvenir à une situation où chacun décide le plus possible de son propre sort. Le progrès serait celui d'une communauté où les individus tendraient à voir de mieux en mieux le bout de leurs propres actes. La valeur de solidarité, premier versant de la soutenabilité : personne ne doit être laissé pour compte, la satisfaction des besoins humains se mesure à la satisfaction de ceux des plus défavorisés parmi les humains. La valeur de responsabilité, second versant de la soutenabilité ce qui est bon pour nous aujourd'hui doit être préservé pour demain. Telles sont les valeurs qui, pourraient baliser une idée rénovée du progrès. Celle dont le genre humain a besoin pour affronter le redoutable XXI<sup>e</sup> siècle.